

Intervention de Pascal Samama, journaliste à BFM Éco

Conférence-débat INFOS/DESINFOS

Agen, le 10 avril 2019

Tout d'abord, j'aimerais remercier Florence de me permettre de participer à cet événement et surtout de l'avoir organisé sur un thème si complexe. Complexe parce qu'il impose de définir deux contraires qui s'opposent aujourd'hui avec violence.

Chaque jour, il faut faire le tri entre information et *fake news*, l'anglicisme utilisé pour parler de désinformation. On pourrait aussi dire infox. La désinformation s'est répandue à tel point que la prudence est devenue la pierre angulaire de la citoyenneté. De quoi s'agit-il ?

L'information sert à éclairer le public afin qu'il se forge une opinion. La désinformation est un outil de manipulation qui transforme des mensonges en vérité et en induisant le doute permanent sur des faits même incontestables.

La *fake news* sert à discréditer un contradicteur sans argument et sans apporter aucune preuve de ce que l'on avance ou mieux en en inventant.

Parfois, les mensonges se travestissent en blagues pour dédouaner ceux qui

les diffusent. Un bon moyen de diffamer ou faire courir des rumeurs en s'abritant derrière l'humour.

L'histoire est remplie de *fake news* qui ont conduit à des événements dramatiques. Ce n'était pas le terme employé, mais la méthode et le but sont les mêmes. Rappelons-nous des charniers de Timisoara dont les images à la télé ont ému des millions de personnes, des messages diffusés par la radio des 1000 collines au Rwanda qui ont poussé les uns à massacrer leurs voisins, de la guerre froide qui a poussé tous les acteurs à user de la désinformation comme d'une arme qui aurait pu conduire à une 3^e guerre mondiale, du 11 septembre dont certains encore nient la réalité, sans oublier les rapports et les pièces dévoilés par les autorités américaines pour justifier la guerre en Irak.

« *You're fake news* » se plaît à répéter Donald Trump dès qu'un journaliste qui ne pense pas comme lui prend la parole. Et peu à peu, cette accusation jette le discrédit non sur d'obscurs fanzines, mais sur des médias légitimes. Le Washington Post a fait tomber un président, il est désormais accusé d'agir par idéologie en manipulant l'information. Au milieu, le citoyen ne sait plus vers qui se tourner pour savoir qui dit vrai.

Au Royaume-Uni, le référendum sur le Brexit a été pollué par une violente désinformation. Les dirigeants de la campagne pro-Brexit ont fabriqué de toutes pièces un mensonge : en quittant l'Union européenne, le pays pourrait économiser 350 millions d'euros par semaine et les affecter à la sécurité sociale. Simple et efficace, mais faux.

Les exemples sont nombreux. La lutte en information et désinformation dure depuis les millénaires, mais elle n'a jamais atteint le niveau que l'on connaît actuellement. Et ceci repose sur les nouvelles technologies au sens large et aux réseaux sociaux en particulier.

Il ne faut pas tomber dans l'erreur de diaboliser Internet. C'est une révolution aussi importante que l'imprimerie. Ce média a le potentiel d'élever les hommes et les femmes, de créer des rencontres, de faciliter l'accès à la culture, d'apprendre ce que l'on veut, quand on veut et où que l'on soit. Mais pour en tirer le meilleur, il faut savoir l'utiliser, non pas techniquement mais structurellement. Il faut se familiariser avec ses codes. Sa puissance est très supérieure au potentiel de tous les autres médias.

Une anecdote pour illustrer cette force et la fulgurance de la diffusion d'un message. En 2013, Justine Sacco, directrice de la communication d'un groupe de média américain, a publié un tweet avant de prendre l'avion à New York pour l'Afrique du Sud. « Je pars pour l'Afrique. J'espère que je ne vais pas attraper le sida. Je plaisante, je suis blanche ! » Un message de mauvais goût qui était destiné à quelques amis. En quelques minutes, il a fait le tour du monde.

Durant ses 10 heures d'avion, le nom de la jeune femme devient synonyme de haine sur toute la planète. Le *hashtag* #HasJustineLandedYet (« Est-ce que Justine a atterri ? ») est créé et le nom de domaine justinesacco.com a été acheté et renvoie sur l'ONG Aid For Africa. Toujours durant son vol, elle se fait licencier et à l'atterrissage un comité d'accueil l'attend avec des slogans à son nom. La suppression de son compte et des excuses publiques n'y ont rien fait, sa mauvaise blague destinée à son groupe d'amis est devenue un scandale international.

Et ce n'est pas le seul exemple. Qui connaît Terry Jones, ce pasteur américain de Gainesville. Ni son nom ni celui de cette ville ne vous disent rien, évidemment. En 2011, il a pourtant déclenché des manifestations dans

plusieurs pays musulmans en publiant sur les réseaux sociaux une vidéo dans laquelle il brûle un Coran. Bilan, plus d'une dizaine de morts et une centaine de blessés à plusieurs milliers de kilomètres.

Plus proche de nous, cette rumeur sur des enlèvements d'enfants qui ne repose sur rien si ce n'est quelques tweets que beaucoup a pris pour argent comptant. Nous connaissons tous le terrible résultat.

Comment en sommes-nous arrivés là ? Tout simplement en diffusant des outils matériels et logiciels permettant d'accéder et de créer des informations puis les diffuser sur les réseaux d'un coup de pouce. Facebook, Twitter, Instagram ou Snapchat ne demandent aucune formation. Pas plus qu'un smartphone sous iOS ou Android. Désormais, même la frontière de la langue est obsolète avec les outils de traduction simultanée qui permettra à qui veut d'accéder, de partager ou de créer toute sorte de messages, les pires et les meilleurs.

Comment ce phénomène est-il possible ? Comment des personnes censées peuvent-elles relayer des infox qui parfois relèvent de l'absurdité la plus totale ? Des chercheurs travaillant dans différents domaines ont étudié cette

démarche qui a donné naissance aux « sciences sociales computationnelles » ou sciences de l'information et des humanités numériques.

Pour un chercheur du MIT, la mésinformation est le terreau de la désinformation. Internet a modifié la manière de s'informer, de créer un lien amical ou social, de partager des connaissances ou de mettre en avant des opinions. Sur Internet, on n'échange pas. On s'oppose ou on s'allie pour afficher l'adhésion à un groupe et ne pas en être exclu. Chacun privilégie les informations qui confirment ses opinions et ignore ou rejette celles qui les contredisent.

L'autre levier de cette mésinformation est une forme d'analphabétisme numérique. Pour aborder la complexité technologique, de nombreuses personnes ne disposent pas des compétences nécessaires pour trier les milliers d'informations provenant de blogs, sites, réseaux sociaux, forums... Ces personnes n'ont pas conscience qu'en partageant une infox, elles lui donnent corps pour très longtemps. Cette *fake news* se dissémine comme un virus.

Selon une étude menée par une université américaine dont des enseignants ont étudié les comportements sur Facebook, les plus de 65 ans seraient les plus fragiles. Ils diffuseraient beaucoup plus souvent de fausses informations que les 18-29 ans par crédulité et par une trop grande confiance dans les messages affichés. Possible, mais l'actualité nous prouve que cette crédulité n'est ni générationnelle, ni liée à une CSP et que certains messages sont validés en toute conscience par des personnes responsables de ce qu'elles font.

Pour ne pas être désinformé, et ne pas rester méinformé, il convient de savoir ce que veut dire informer. Ce mot a un sens très précis. L'information est pour les journalistes ce que l'instruction est aux enseignants. Il s'agit d'éclairer le public, de donner un sens aux événements pour éviter la confusion. D'apporter une connaissance pour permettre de comprendre ou de prendre une décision à ceux qui la reçoivent. L'information n'est ni une vérité ni un dogme.

Pour accéder au statut d'information, il ne s'agit toutefois pas de répéter ce que l'on entend, ce que l'on nous dit ou pire ce que l'on croit. Avant d'être diffusée, il faut la recouper, la vérifier, l'analyser, l'étayer, la comparer, l'expliquer. Pour moi, c'est ça le travail des journalistes.

Mais la presse n'est qu'une partie de la protection contre les *fake news*. Sans une éducation préalable, les jeunes même s'ils font partie des générations Y ou Z peuvent être victimes de ce phénomène. Peut-être faudrait-il enseigner les règles de ces territoires virtuels qui sont régies pas des conditions générales d'utilisation, ces fameuses CGU, que personne n'a jamais pris le temps de lire ?

En attendant, les gouvernements cherchent des solutions pour faire face à ce phénomène qui menace nos valeurs. En France, la loi anti Fake news propose de rendre les plateformes responsables de ce qui y est publié. Un élu ou un citoyen peut saisir un juge dans les trois mois précédant une élection pour faire cesser la diffusion d'une infox. Le magistrat devra décider en 48 heures si cette information est « manifestement fausse et diffusée de manière délibérée, massive et artificielle ».

Pas plus tard qu'hier, le gouvernement canadien a émis l'idée d'imposer un code de conduite aux médias sociaux sous peine de poursuites judiciaires et de lourdes amendes, comme ce qui est proposé au Royaume-Uni, ou de rendre responsables les dirigeants de ces plateformes des contenus diffusés,

comme en Australie. Au Canada, la désinformation n'est ni plus ni moins qu'une cybermenace qu'il faut traiter comme telle.

La tâche n'est pas si simple, car il faut définir avec précision ce qu'est une *fake news*. Tristan Mendès France, enseignant au Celsa et spécialiste du numérique, on ne peut les réduire à une stricte définition. « C'est un mélange de vrai, de faux, de sensationnaliste ou encore d'omission ». Désinformer, c'est cela.

Une manière de dire que pour y faire face, il faut aussi compter sur soi, à condition d'être vacciné par l'information et la formation pour que ces virus ne se transmettent plus. Ce n'est ni la méthode la plus simple ni la plus rapide, mais je n'en vois pas d'autres.

Merci de votre écoute.